



Conseil Européen – Fiscalité et énergie : il faut en faire bien davantage

Geplaatst op donderdag 23 mei 2013 | 

 SHARE

La Confédération européenne des syndicats (CES) se félicite du fait que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales figurait en haut de l'ordre du jour du Sommet européen d'hier. Un échange automatique d'informations fiscales ne sera toutefois pas suffisant pour enrayer la perte de 1 trillion d'euros par an. En matière d'énergie, la CES regrette que les dirigeants européens ne soient pas parvenus à définir un cadre garantissant la compétitivité à long terme de l'Europe.

Après huit années de discussion, les dirigeants européens sont arrivés à un accord de principe sur l'échange automatique d'informations fiscales. C'est un pas en avant quoiqu'aucune mesure concrète n'ait été prise pour s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscale en Europe. La concurrence fiscale entre les entreprises n'a pas été abordée non plus.

« Les décisions du Sommet européen illustrent l'absence persistante d'approche coordonnée et efficace de la part de l'UE en matière de politique fiscale. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscales doit aller de pair avec l'arrêt de la concurrence fiscale à la baisse entre les États membres », a déclaré Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES.

Les résultats au niveau de la politique énergétique sont également médiocres. La CES souligne en particulier la nécessité de lier les objectifs pour 2030 portant sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la réduction des émissions aux investissements directs qui font toujours défaut.

« Le Sommet n'a pas débouché sur un cadre "énergie" pour garantir la compétitivité à long terme de l'Europe alors que l'austérité et l'indécision politique actuelles constituent un danger bien plus grand pour la compétitivité industrielle européenne. Cette politique stratégique exige plus d'Europe et une Europe positive », a ajouté Bernadette Ségol.

La CES encourage le Conseil européen à trouver des solutions concrètes au problème urgent du chômage des jeunes.